

VOLUME 37
NUMÉRO 1
MARS 2017

le point.



WWW.CS3R.ORG



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

**MARIE-HÉLÈNE
JANVIER**
CARNET DE
VOYAGE AU
NICARAGUA

ANNABELLE CARON
MOBILISATION
CITOYENNE
ALIÉNÉE OU
ENGAGÉE?

ROMÉO BOUCHARD
LA CLÉ POUR
RECONQUÉRIR LA
SOVERAINETÉ
DU PEUPLE

RENÉ LORD
QUI ARRÊTERA
DONALD TRUMP?



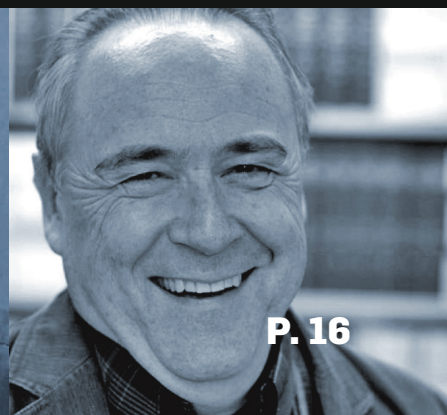
P. 8



P. 12



P. 14



P. 16

Au cours des derniers mois, deux accords de libre échange commercial, l'ALENA (Canada/États-Unis/Mexique) et l'AECG (Canada-Europe) ont occupé une place importante dans l'actualité.

LIBRE COMMERCE ET ENVIRONNEMENT

Loin de faire bon ménage !



JEAN-CLAUDE LANDRY

PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU CS3R

D'une part, convaincu que l'ALENA porte un préjudice important à l'économie de son pays, le nouveau président des États-Unis exige sa renégociation en profondeur. Pas une semaine ne se passe donc sans qu'on s'interroge ici sur les conséquences d'une telle renégociation pour l'économie canadienne.

De l'autre, à peine quelques jours avant l'élection de ce président plutôt hostile au libre échange commercial, le Canada signait en compagnie de partenaires européens l'AECG après que certaines de ses dispositions aient dû être modifiées in extremis en raison de l'opposition du parlement de Wallonie dont les élus, à l'instar de millions de citoyens européens, jugeaient qu'elles étaient fortement préjudiciables au bien commun.

Pourtant le discours officiel, tenu notamment par les gouvernements et la grande entreprise, soutient que le libre échange commercial constitue une assise incontournable à la croissance économique. Mais quelle croissance et pour qui?

Alors que certains tracent un bilan des plus positifs des retombées de ce type d'accord, d'autres y relèvent sur de nombreux plans des reculs aux conséquences dramatiques.

On mentionne, entre autres, l'autorisation accordée aux entreprises multinationales de réclamer aux gouvernements des pays signataires des dédommagements importants pour perte de profits anticipés du fait de l'adoption de politiques et règlements visant à promouvoir le bien commun. C'est forte d'une telle autorisation que l'entreprise TransCanada Pipeline annonçait en janvier 2016 qu'elle s'apprêtait, en vertu de l'ALENA, à réclamer 15 milliards de dollars à l'État fédéral américain pour perte de profits anticipés suite à la décision du Président Obama de ne pas autoriser le projet d'oléoduc KeyStone XL.

Autre objet de reproche: leur négociation derrière des portes closes, à l'abri du regard des citoyens et sans que les élus soient véritablement tenus informés des dispositions faisant l'objet de pourparlers alors que les milieux d'affaires sont régulièrement tenus au fait des

éléments de discussion tout au long du processus de négociation. Sans oublier l'impact de ces traités sur la délocalisation des emplois et la pression à la baisse exercée sur les conditions de travail et de salaire de la main-d'œuvre concernée pour favoriser une offre de biens produits au plus bas coût possible.

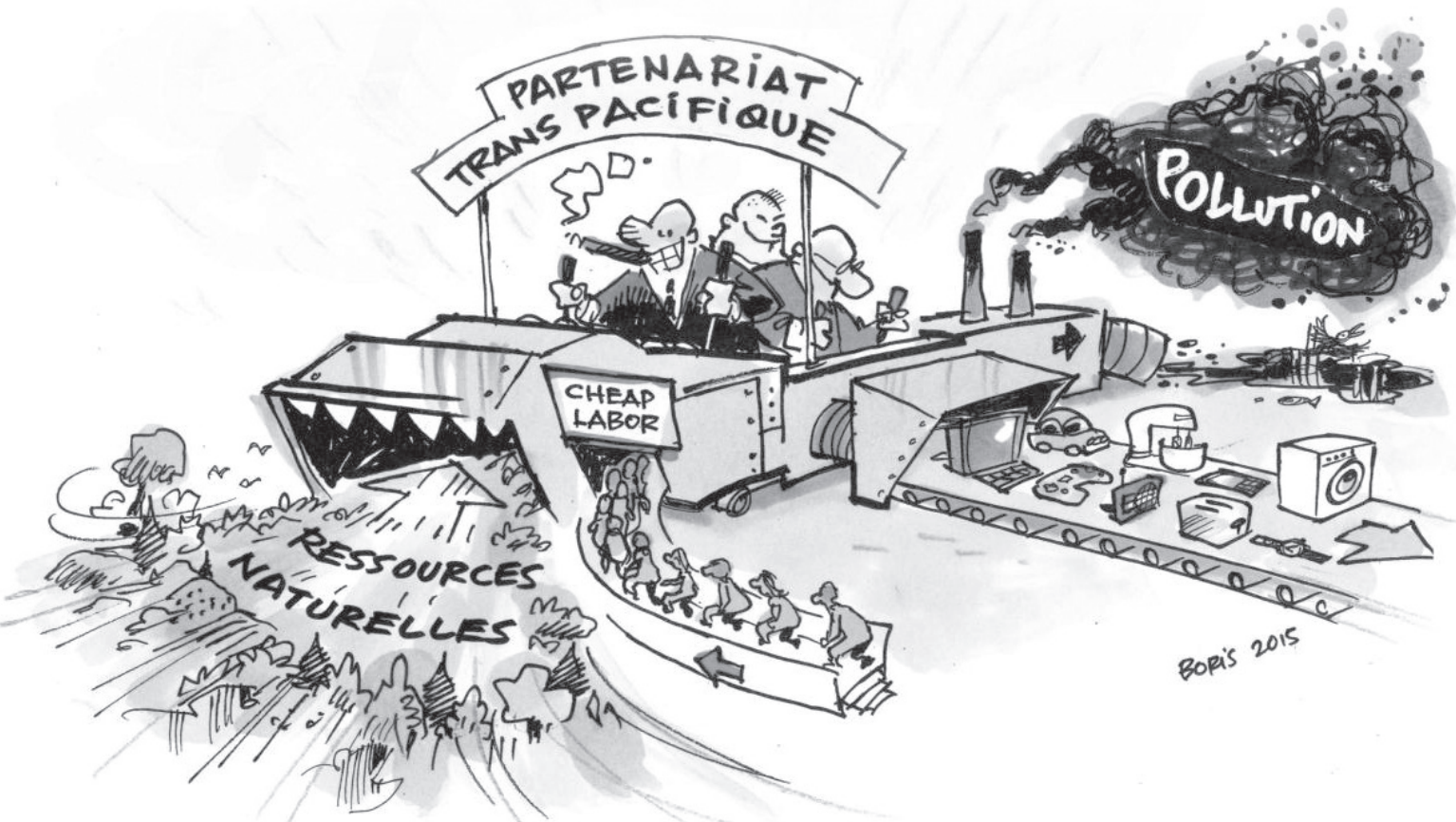
***De toute évidence la lutte
au changement climatique,
lutte mondiale et prioritaire
s'il en est une, puisqu'il y
va de l'avenir de la planète,
ne pourra faire l'économie
d'un bilan rigoureux de
l'impact environnemental
du commerce mondial.***

● SOMMAIRE

- 2 • ÉDITORIAL - JEAN-CLAUDE LANDRY
- 4 • PIPELINE ÉNERGIE EST
POUR QUI ON NOUS PREND »
JUSTINE COSSETTE GÉRAIS
- 5 • SI NOUS VOULONS RESTER HUMAINS...
COMITÉ DE COORDINATION POUR
LA COALITION BDS QUÉBEC
- 7 • LE CANADA DOIT REVOIR SES
RELATIONS AVEC ISRAËL
BRUCE KATZ ET CLAUDE LACAILLE
- 8 • CARNET DE VOYAGE AU NICARAGUA
MARIE-HÉLÈNE JANVIER

- 10 • QUE POUVONS-NOUS FAIRE?
MÉLANIE LOISEL
- 12 • ALIÉNÉE OU ENGAGÉE?
ANNABELLE CARON
- 14 • LA CLÉ POUR RECONQUÉRIR
LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE
ROMÉO BOUCHARD
- 16 • QUI ARRÊTERA DONALD
TRUMP? - RENÉ LORD
- 18 • CARNET DE VOYAGE EN BOLIVIE
AURÉLIE BAKER-LACHARITÉ

- 20 • CARNET DE VOYAGE AU SÉNÉGAL
MATHIEU PROVOST
- 21 • LE RITA EN ACTION
RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF
- 22 • RIEN N'EST JAMAIS ACQUIS
JOANIE MILETTE
- 24 • L'AUTRE « CRIME ORGANISÉ »
JEAN-YVES PROULX
- 26 • AGENDA CULTUREL ET SOLIDAIRE
L'ÉQUIPE DU CS3R
- 27 • FINANCEMENT DU CS3R
JEAN-MARC LORD



Et que dire de l'impact des traités de libre échange sur les changements climatiques. L'augmentation du flux de marchandises transportées que ces traités entraînent s'accompagne d'une hausse des émissions de gaz à effet de serre, le transport mondial de marchandises (maritime et aérien) générant, à lui seul, plus de 5 % de ces émissions. Ce taux ne peut que s'accroître avec la multiplication des traités de libre-échange alors que le développement du commerce de proximité irait dans le sens contraire.

De toute évidence la lutte au changement climatique, lutte mondiale et prioritaire s'il en est une, puisqu'il y va de l'ave-

nir de la planète, ne pourra faire l'économie d'un bilan rigoureux de l'impact environnemental du commerce mondial. Pourtant l'accord conclu au terme de la conférence mondiale sur le climat, COP 21, tenue en décembre 2015 n'en fait pas mention. « Même sur une planète morte, le commerce international devra se poursuivre sans entraves » titrait pertinemment le média indépendant Basta! (bastamag.net).

Il appartient donc aux citoyens et aux organisations de la société civile de faire en sorte qu'il en soit autrement. Un effort auquel s'associera le Comité de solidarité dans le cadre d'une importante campagne d'opinion à venir. •



COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

942, RUE SAINTE-GENEVIÈVE
TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC) G9A 3X6
TÉLÉPHONE : 819 373-2598 - TÉLÉCOPIEUR : 819 373-7892
WWW.CS3R.ORG - COMMUNICATION@CS3R.ORG

LE POINT EST UNE PUBLICATION BIANNUELLE

DIRECTEUR GÉNÉRAL : JEAN-MARC LORD
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : JEAN-CLAUDE LANDRY
COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS : ALICE GRINAND
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : MARTIN RINFRET
MARTIN.RINFRET@CGOCABLE.CA

ENVOI DE PUBLICATION

ENREGISTREMENT NO. 488 151 - ISSN : 0828-7910 - TIRAGE : 1000 EXEMPLAIRES
IMPRIMÉ SUR DU PAPIER 100% RECYCLÉ

NOUS REMERCIONS LES PERSONNES ET LES ORGANISMES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO. À DIFFUSER SANS MODÉRATION!

INITIATIVE FINANCÉE PAR :



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

EN COLLABORATION AVEC :



AVEC L'AIMABLE APPUI DE :



SANS COMPTER L'APPORT DE :



Les grands projets, tels celui de TransCanada de construire un oléoduc qui traverserait une grande partie du territoire canadien - et québécois - afin d'acheminer du pétrole issu des sables bitumeux albertains, ne semblent répondre qu'à un intérêt unilatéral : celui des multinationales et de leurs profits.

PIPELINE ÉNERGIE EST

Pour qui on nous prend?



JUSTINE COSSETTE-GERVAIS

COLLÈGE LAFLÈCHE, CULTURE, DROIT
ET MONDIALISATION

Il faut définitivement arrêter de dire que le passage d'un oléoduc sur le territoire québécois aurait des répercussions positives importantes sur notre économie. Les retombées économiques versus le risque de déversement qui engendrerait des coûts astronomiques n'en valent catégoriquement pas la peine. De plus, on tente davantage d'aller vers une économie sans pétrole afin de respecter l'environnement et ce projet va complètement à l'encontre de ce principe. Ce n'est pas comme si les ressources manquaient ! Il est fort possible d'utiliser le potentiel de chaque région pour se bâtir une économie durable sans endommager la Terre. Je pense à l'hydro-électricité, le solaire, les éoliennes... Mais nos transports nécessitent du pétrole? Pourquoi ne pas électrifier nos transports? Les ressources et le potentiel ne manquent pas chez nous. Le pétrole ne devrait plus être une dépendance pour notre société qui sait à quel point cette énergie fossile est nocive. Pourquoi ne pas utiliser le potentiel sur place afin de faire rouler notre éco-

Ce n'est pas comme si les ressources manquaient ! Il est fort possible d'utiliser le potentiel de chaque région pour se bâtir une économie durable sans endommager la Terre.

nomie et notre société? De plus, 75% de la trajectoire du pipeline passerait dans les milieux agricoles alors que ces terres représentent uniquement 2% du territoire québécois et qui servent dans notre économie. Le reste passerait dans nos rivières et le fleuve Saint-Laurent. La province devient ainsi un point bien stratégique au Canada pour l'exportation future de pétrole des sables bitumeux d'Alberta. C'est un projet qui implique la quasi-totalité du Canada mais qui ne profitera qu'à une province : L'Alberta! Le projet vante la création d'emplois et ce, directement au Québec. Le chiffre? 133 emplois dont peu seront permanents. Voilà un secteur qui crée beaucoup d'emplois pour notre société et qui ainsi fait prospérer notre province. C'est complètement ridicule. Il faut également dire que c'est uniquement 34 000 personnes au Canada qui ont signé une pétition pro-pipeline dont la majorité des signataires sont originaires de l'Alberta.

Non seulement le passage d'un oléoduc aurait des répercussions sur la géographie, la société et l'économie, mais il comporte d'énormes risques environnementaux qui ne sont pas à négliger, surtout en 2017. Le pipeline Énergie Est générerait à lui seul 30 millions de tonnes de gaz à effet de serre par année! C'est à croire que TransCanada n'est donc pas au courant des effets néfastes que ça entraîne et de la situation de notre planète. En tant que jeune citoyenne qui souhaite que ses enfants vivent dans un monde viable et évolué, je dis non au passage d'un oléoduc rempli de pétrole sale. Pourquoi ne pas se tourner vers des énergies vertes, réutilisables, non polluantes pour l'environnement et qui sauront tout de même mettre en valeur notre société et faire prospérer notre économie? ●

Le projet, qui générerait à lui seul 30 millions de tonnes de gaz à effet de serre par année, ne bénéficierait qu'à une seule province, l'Alberta.



Le 29 janvier 2017, un homme, le présumé coupable Alexandre Bissonnette, a pris les armes pour décimer la vie de six personnes dans une mosquée de Québec. En hommage aux victimes, le CS3R a décidé de reproduire dans ces pages la déclaration de la Coalition BDS-Québec suite à ce tragique événement.

SI NOUS VOULONS RESTER HUMAINS...

La haine, le racisme, l'islamophobie ne passeront pas !

COMITÉ DE COORDINATION POUR LA COALITION BDS-QUÉBEC



de culte. Nos pensées et nos prières vont d'abord aux blessés ainsi qu'aux membres des familles des victimes à qui nous offrons nos sincères condoléances et que nous voulons entourées d'amitié, de compassion et de solidarité, ces valeurs universelles qui expriment la « tendresse des peuples ».

Cet attentat plonge non seulement les proches mais toute la communauté musulmane dans une douleur sans nom et dans des sentiments de peur, d'insécurité, d'exclusion. Il agit aussi comme un

« Les discours pleins de bonne volonté de nos dirigeants ne doivent pas rester de simples paroles en l'air destinées à se bercer d'illusion. »

C'est en tant qu'arabes au visage foncé que ces hommes ont été salement fauchés et cela s'appelle du racisme. C'est en tant que « différents », « autres », « eux » que ces hommes ont été brutalement rayés du monde et cela s'appelle de la haine et du suprémacisme blanc fasciste.

Malheureusement, de tels actes violents guidés par la haine et l'intolérance ne connaissent ni frontière, ni religion, ni « race » ! Que ce soit en France, au Liban, en Irak, aux États-Unis, en Belgique, en Allemagne, en Palestine, en Syrie, au Mali, au Burkina Faso, en Malaisie, aux Philippines ou au Québec, la barbarie demeure la barbarie et ce sont les personnes innocentes qui écopent de ces gestes inqualifiables.

La Coalition BDS-Québec condamne avec la dernière énergie l'attentat barbare perpétré contre de paisibles citoyens musulmans qui priaient dans leur lieu

tsunami sur toute la société québécoise dont il révèle les zones d'ombre et les courants délétères qui fissurent la façade de lisse de société accueillante et tolérante.

C'est en tant que musulmans que ces hommes ont été lâchement assassinés et cela s'appelle de l'islamophobie.

Certes, l'attentat de Québec a été perpétré par un seul homme mais il ne s'agit pas d'un geste isolé. Sa main a été guidée et légitimée par un contexte qui empoisonne notre société depuis trop longtemps déjà : la triste saga d'Hérouxville, le débat malsain entourant la controversée « Charte des valeurs québécoises », les propos irresponsables et démagogiques de politiciens, la pollution des ondes par les radio-poubelles et des écrits par certains journalistes professionnels et tous ceux qui s'improvisent tels dans les médias sociaux.. tout cela contribue à démoniser les communautés musulmanes et ce faisant, à les déshumaniser. Flatter les instincts les plus vils de nos concitoyens pour gagner des voix ou vendre du papier est indigne et, aujourd'hui, criminel.

Reconnaissons que le Québec n'est pas un cas unique : des groupes d'extrême-droite aux idéologies nationalistes fascistes se développent en Europe comme en Amérique du Nord, poussés par une islamophobie d'État portée par Stephen Harper, George W. Bush ou Donald Trump et ses décrets anti-immigration arabo-musulmane. Ce climat délétère dont nous payons le prix aujourd'hui est également la conséquence directe d'une politique étrangère, laquelle de Bush à Obama, a désigné les pays arabo-musulmans comme les ennemis à bombarder depuis la fin de la guerre froide : Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Yémen. Tout cela pénètre les coeurs et les esprits.



« Malheureusement, de tels actes violents guidés par la haine et l'intolérance ne connaissent ni frontière, ni religion, ni « race »

PHOTO : GUY BRENIAX - WIKIMEDIA COMMONS

● ATTENTAT À QUÉBEC

C'est ainsi que notre coalition, qui travaille en solidarité avec le peuple palestinien, se désole de la complicité de nos gouvernements et de nos journalistes avec cette politique meurtrière. C'est la même politique qui conduit à défendre inconditionnellement Israël contre les Palestiniens, en dépit de ses incessantes violations du droit international, son occupation illégale de terres, ses pratiques d'apartheid, ses incarcérations massives et ses assassinats quotidiens. Répandre l'idée que, là-bas, la vie d'un Palestinien ne vaut pas autant que celle d'un Israélien, nourrit ici le racisme et l'islamophobie, et banalise la violence. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si le premier ministre israélien est le dirigeant ayant exprimé le plus clairement son soutien à Donald Trump, ou si les groupes fascistes cités plus haut (au Québec, citons Pegida ou la Meute) s'allient de plus en plus souvent avec des groupes sionistes ultra-violents comme la Ligue de Défense Juive.

***Il faut continuer
de se mobiliser
pour faire
reculer la peur.***

Nous tenons enfin à signifier notre préoccupation et notre solidarité envers les peuples autochtones qui, au Canada et au Québec depuis des décennies, subissent les effets destructeurs du colonialisme et du racisme.

Les nombreuses manifestations de solidarité envers la communauté musulmane du Québec indiquent la voie à suivre. Les discours pleins de bonne volonté de nos dirigeants ne doivent pas rester de simples paroles en l'air destinées à se bercer d'illusion. Il est temps d'être proactifs et d'agir concrètement.

Nous attendons du gouvernement du Québec qu'il réponde sans délai aux demandes spécifiques formulées par la communauté musulmane suite aux terribles événements vécus.

Nous demandons au gouvernement qu'il mette enfin en place une enquête sur le racisme systémique, déjà réclamée par de nombreux groupes de la société civile.

Nous exigeons des mesures d'éradication des radio-poubelles et des groupes d'extrême-droite fascistes (Pegida, La Meute, la LDJ).

Nous demandons à l'État canadien, au gouvernement québécois et au maire de Montréal de faire pression sur les gouvernements américains et israéliens pour que cessent les pratiques racistes qu'ils ont mises en place. Une réflexion de fond doit conduire le Canada à revoir sa position guerrière au Moyen-Orient et commencer par rompre ses relations militaires, diplomatiques, commerciales et culturelles avec l'État d'Israël.

Nous ne pouvons pas nous reposer sur la seule action des gouvernements. C'est pourquoi nous invitons la population du Québec à continuer de se mobiliser pour faire reculer la peur, pour stopper immédiatement toute manifestation de haine, de racisme et d'islamophobie, pour multiplier les rapprochements avec nos concitoyens arabes-musulmans et les lieux de partage, d'échange et de discussion.

Nous entendons contribuer à la construction d'une société pluraliste, tolérante et solidaire. Le temps est au recueillement, à la réflexion et à l'action... si nous voulons rester humains ! ●

La coalition BDS-Québec regroupe des organisations, dont le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, et des individus québécois appuyant la campagne BDS-Boycott, Désinvestissement, Sanctions. Cette campagne est une action citoyenne qui appelle à faire pression sur les politiques et agissements illégaux de l'État d'Israël de façon pacifique tout en condamnant toute forme de racisme et d'antisémitisme.

**Pour en savoir plus :
www.bdsquebec.ca**



Il y a un an, le Canada votait une motion anti-démocratique, visant à condamner les citoyennes et citoyens canadiens qui dénoncent et qui s'engagent pacifiquement contre la politique de colonisation menée par Israël.

MOTION CONTRE LE MOUVEMENT BDS

Le Canada doit revoir ses relations avec Israël

Bruce Katz - PALESTINIENS ET JUIFS UNIS (PAJU)
Claude Lacaille - COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Le 22 février 2016, à Ottawa, la Chambre des Communes adoptait dans la controverse une motion sans précédent condamnant une action pacifique citoyenne, la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) qui vise à contraindre l'État d'Israël à respecter le droit international et à mettre fin à l'occupation et à la colonisation de la Palestine.

Le gouvernement libéral a appuyé cette motion qui désavouait le mouvement BDS comme étant raciste et antisémite. Cette accusation est complètement déplacée et elle est utilisée à des fins d'intimidation. Les appels palestiniens au boycott ne visent ni les Juifs ni même les Israéliens en tant que tels. Ils visent seulement Israël en tant que régime colonial qui viole constamment les droits des Palestiniens et les lois internationales. Les Canadiennes et les Canadiens qui appuient BDS ne font qu'exercer un droit citoyen de façon démocratique et légitime; la campagne est d'ailleurs soutenue par nombre de personnalités et organisations juives.

Comment s'expliquer un tel blâme puisque le gouvernement canadien, comme la majorité des pays dans le monde, ne reconnaît pas l'annexion unilatérale de Jérusalem-Est ainsi que le contrôle permanent exercé par Israël sur les territoires occupés en 1967. Le Canada affirme en outre officiellement que les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés constituent un obstacle sérieux à l'instauration d'une paix globale, juste et durable. Mais l'État d'Israël fait fi du point de vue du Canada et des Nations unies et continue d'exercer l'apartheid du peuple palestinien.

Menée à l'échelle internationale à l'initiative de la société civile palestinienne, la campagne BDS s'engage par des moyens non-violents à boycotter les produits israéliens, à mettre fin à des inves-

tissements dans des entreprises israéliennes et à faire pression pour que nos gouvernements gèlent tout accord militaire, commercial, culturel ou scientifique avec Israël.

En janvier 2014, un Partenariat stratégique Canada-Israël a été signé. La Coalition opposée au commerce des armes a documenté plus d'une cinquantaine de compagnies militaires canadiennes et québécoises qui font affaire avec Israël. Un sondage EKOS réalisé ce mois-ci révélait que les opinions des Canadiens sont en contradiction avec la politique gouvernementale à l'égard d'Israël et qui plus est, 55 % des militants libéraux avaient une opinion négative du gouvernement israélien contre 22 % qui avaient une opinion favorable. Pourtant le gouvernement Trudeau suit rigoureusement les mêmes politiques que Stephen Harper en ce qui concerne l'appui à Israël. Cela est inacceptable!

Depuis l'adoption de cette motion de la Chambre des Communes, loin de s'améliorer, la situation de la population palestinienne se détériore puisqu'on assiste à une accélération de la colonisation en territoire palestinien. Le 31 janvier dernier, le gouvernement israélien autorisait la construction de 3000 nouveaux logements dans 13 colonies juives implantées en Cisjordanie et considérées illégales par la communauté internationale. Inutile de rappeler que la bande de Gaza subit un blocus depuis neuf ans - ce qui constitue un châtimement collectif - et que la population y vit dans des conditions abominables.

Et on voudrait que les citoyens demeurent les bras croisés face à de tels gestes? Rappelons-nous que le gouvernement canadien contribua très positivement au boycott de l'Afrique du Sud, ce qui contribua à mettre fin à l'apartheid des populations noires dans ce pays. Nous invitons le premier ministre Trudeau à s'engager sur la voie de la justice à l'égard du peuple palestinien soumis à un apartheid intolérable et à prendre ses distances avec un régime colonial répressif et raciste. ●

Marie-Hélène Janvier a réalisé un stage de solidarité internationale dans le cadre du programme Québec Sans Frontières, du Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF). La jeune femme, qui nous livre ici son témoignage, a séjourné au Nicaragua afin de participer à un projet d'écotourisme communautaire.

« Ce monde que j'ai pourtant quitté il y a quelques heures à peine, me semble si loin »



MARIE-HÉLÈNE JANVIER

STAGIAIRE AU PROGRAMME QUÉBEC
SANS FRONTIÈRES. NICARAGUA 2016

« Mesdames et messieurs, nous entamons notre descente vers l'aéroport Pierre-Eliot Trudeau. Nous serons à Montréal dans une dizaine de minutes. La température est de... ».

Excitée de retrouver ma famille, mon copain, mes amis et mon Québec, je souris. Je suis de retour à la maison. Dès mes premiers pas à l'extérieur, une brise fraîche parcourt mon visage, les boulevards me surprennent par leur largeur, la lumière omniprésente des bâtiments et des panneaux publicitaires m'hypnotise et mon attention est portée sur les voix des animateurs de radio qui critiquent l'état des routes. Alors que la voiture file vers la ville de Québec, je suis submergée par des sentiments contradictoires, la joie, le doute, l'excitation, la tristesse, le bonheur.

Mon esprit s'égare dans mes souvenirs, je revois ma famille nicaraguayenne qui pleurait mon départ, le perroquet qui me réveillait tous les matins, le paysage magnifique qui m'attendait dès que je mettais le nez dehors. Puis, je pense à ma mère adoptive qui faisait son fromage entourée par les mouches dans une chaleur accablante, à mon père adoptif qui s'occupait de ses vaches et qui pêchait tous les jours, et de nouveau à ma mère qui devait porter ses grosses poches de vêtements pour aller faire son lavage dans le lac et à mon père qui attendait impatiemment la pluie pour ne pas perdre ses récoltes. Ce monde que j'ai pourtant quitté il y a quelques heures à peine, me semble si loin.

Arrivée à la maison, je reviens sur terre, à Québec, au Canada, chez moi. Mon esprit est ailleurs, mais mon corps est ici. Je suis surprise par les émotions qui m'envahissent, je croyais que mon retour serait facile, comme les autres. Or, cette fois-ci, c'est différent. Mes émotions atteignent leur paroxysme alors que j'entre dans l'appartement de mes parents et que je vois leur

cuisine, leur salon, leur salle de bain. Des images de ma maison nicaraguayenne me viennent en tête et soudainement, je pleure. Les membres de ma famille me prennent dans leurs bras ne sachant pas ce qui se passe. Moi je sais, je suis en choc de retour.

Ma vision du monde et le regard que je lui prête ont évolué suite à mon expérience à la Ciudadela et au village de Los Ramos sur l'île d'Ometepe au Nicaragua. Plusieurs moments m'ont profondément marqué et le fait de réaliser que mon entourage ne pouvait pas réellement les comprendre m'a déstabilisée. Deux mois et demi venaient de passer où j'avais vécu dans une famille d'une autre culture et un environnement socio-économique bien différent. Une courte période de ma vie où j'avais échangé avec elle sur la vie, l'amour, l'argent, le travail, les relations femmes-hommes et les opportunités d'avenir. Peu à peu, au fil de mon stage dans lequel j'avais le mandat avec le groupe de renforcer le projet d'écotourisme de la coopérative de tourisme rural qui désirait accueillir plus de touristes, j'ai compris la réelle signification de la survie. L'argent que donnaient les touristes leur permettait de s'acheter des biens essentiels, non pas le téléphone cellulaire de l'année, une télévision plus grosse ou une nouvelle console de jeux, mais un matelas, un réfrigérateur, des pommes ou des carottes. Je suis revenue au Québec avec une vision différente de la consommation en matériels, en aliments, en eau potable.

J'entends encore ma mère du Nicaragua me raconter les deux années qu'elle a vécu sous des feuilles de bananes plantains pour se couvrir de la pluie ou mon père me dire que seul Dieu savait si sa famille survivrait jusqu'à l'an prochain. Maintenant, chaque fois que j'ouvre le robinet et que l'eau coule à flot 24 heures sur 24, que je démarre la machine à laver ou que j'entre dans un marché pour m'acheter de la nourriture, je pense à ma famille nicaraguayenne. Alors que mon esprit divague encore entre Ometepe et Québec, j'apprécie chaque petit bonheur de la vie et me sens incroyablement privilégiée d'avoir vécu auprès d'elle. ●

« Je suis revenue au Québec avec une vision différente de la consommation en matériels, en aliments, en eau potable. »





Marie-Hélène accompagnée de Carla,
sa maman d'accueil au Nicaragua.

PHOTO : MERCEDES ZELEDON - CS3R

*« Je me sens incroyablement privilégiée d'avoir
vécu auprès de ma famille nicaraguayenne ».*

Mélanie Loisel est une talentueuse journaliste québécoise, qui a notamment parcouru le monde pour divers reportages. Elle s'est rendue à Trois-Rivières dans le cadre des Journées Québécoises de la Solidarité Internationale afin de présenter son livre dans lequel elle a réussi le pari fou de recueillir le témoignage de 62 personnes qui ont marqué le XX^e siècle.

Que pouvons-nous faire?



MÉLANIE LOISEL

JOURNALISTE QUÉBÉCOISE, AUTEURE DU LIVRE "ILS ONT VÉCU LE SIÈCLE DE LA SHOAH À LA SYRIE" (2015, ÉDITIONS DE L'AUBE)

Tous les jours, je regarde les téléjournaux. Tous les jours, je lis les nouvelles sur ce qui se passe dans notre monde. Je suis une mordue d'information internationale ou devrais-je plutôt dire une maso! Souvent, je me demande pourquoi je me sou mets à ce supplice quotidien. À chaque fois que je vois ces images de guerre nous provenant de Syrie, que je regarde ces Africains désespérés dans des bateaux de fortune en pleine Méditerranée, que je vois la misère dans les bidonvilles en Inde, que je constate les désastres écologiques dans la forêt amazonienne ou encore, que je hurle à la vue de ces femmes défigurées par l'acide, une question me torpille continuellement l'esprit : Que puis-je faire ?

À l'hiver 2013, je me suis posée cette question. À l'époque, j'étais révoltée de voir toutes ces injustices dans le monde. Ces dernières années, j'avais voyagé en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Arctique et je m'étais sentie si souvent impuissante devant tant de pauvreté et de souffrances. De-

vant la panoplie de problèmes et de conflits qui perdurent, je me sentais paralysée. Sauf que je me suis reposée la question : Que puis-je faire? Pour la première fois, j'ai réussi à y répondre. Je me suis dit : « Ce que j'aime dans la vie, c'est écouter des histoires et d'écrire ces histoires. J'ai cette facilité à communiquer avec les gens, je peux les interroger pour essayer de comprendre, je peux facilement les rencontrer et j'ai aussi ce don, de réussir à les faire parler. »

Le constat fait, je me suis alors lancée dans une folle aventure pour recueillir les mémoires des acteurs qui ont été au cœur des événements historiques depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la Syrie. J'ai envoyé une simple lettre, un peu comme une bouteille à la mer, à des survivants des conflits, à d'anciens présidents, ou encore, des proches de personnalités emblématiques leur demandant de les rencontrer. Contre toute attente, leurs réponses ont afflué de Paris, Beyrouth, Stockholm, Genève... Je suis alors partie à la rencontre de ces personnalités, pour la plupart âgées, pour leur poser trois questions : Quelle leçon retenez-vous de votre expérience? Que pensez-vous du monde d'aujourd'hui? Quel message voulez-vous livrer à la jeunesse?

Leurs réponses m'ont parfois surprises, d'autres fois bousculée dans mes propres convictions. En 2015, j'ai donc regroupé

*Devant la panoplie
de problèmes et
de conflits qui
perdurent, je me
sentais paralysée.
Sauf que je me suis
reposée la question :
Que puis-je faire?*



Une rue d'Alep, en Syrie (2016)

PHOTO : WIKIMEDIA COMMONS

ces entretiens dans le recueil intitulé « Ils ont vécu le siècle » publié aux éditions de l'Aube. On peut y lire les mots de la petite fille sur la célèbre photo du Vietnam, ceux de l'ami de Luther King, de l'interprète de Mao, de Jacques Parizeau, de Shimon Peres ou encore, de l'ancien secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali.

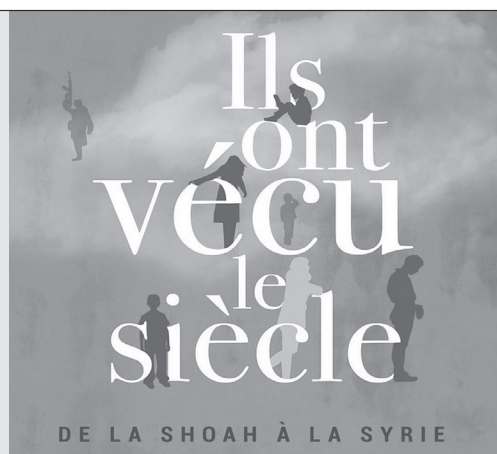
Ce livre raconte mon aventure à travers l'Histoire, mais il offre surtout des réponses à nos questionnements et même des solutions. Si on a l'impression que l'homme n'apprend jamais de ses erreurs, que la barbarie revient toujours comme on l'a vu à Alep, il n'en demeure pas moins qu'on a réussi au cours des dernières décennies à signer des accords de paix, à conclure des traités de non-prolifération d'arme nucléaire, à faire tomber des dictateurs, à améliorer la qualité de vie de millions d'être humains. Certes, ce n'est pas parfait, il y a encore tant à faire, mais à chaque fois, il y a eu des hommes et des femmes de bonne volonté, qui se sont levés, qui se sont battus, qui se sont unis, pour leurs droits, pour leur dignité et pour le bien commun. Ils ont mis leur talent au service de l'humanité.

C'est aussi ce que chacun d'entre nous peut faire.

Au lieu de vous demander que puis-je faire et de prendre panique devant l'immensité des problèmes, vous devriez plutôt vous demander : Quel est votre talent ? Quelles sont vos forces ? Quels sont vos intérêts ? Qu'ai-je envie de changer ? Engagez-vous alors à faire ce qui vous vient en tête...

Je sais aujourd'hui que je n'ai pas changé le monde, mais par mes écrits, je sensibilise les gens à l'importance de la paix. J'en parle, j'organise des conférences, je réunis des gens, je donne la parole aux sans-voix, et j'en parle à tous ceux qui veulent en entendre parler et même à ceux qui ne veulent pas en entendre parler. Je fais ma part. Et vous ? Que pouvez-vous faire ? •

C'est de ses échanges avec celles et ceux qui ont fait le XX^e siècle que Mélanie Loisel a tiré ce livre, afin de livrer des témoignages précieux qui racontent notre époque.



LE RÉSEAU INTERRE ACTIF

du Comité de Solidarité/Trois-Rivières présente la 6^e édition de

« Change le monde, une œuvre à la fois »

Une initiative liant l'art, l'éducation et la culture

VISITEZ L'EXPOSITION D'ŒUVRES MÉDIATIQUES RÉALISÉE PAR DES JEUNES ET DES ADULTES DE LA RÉGION QUI SERA PRÉSENTÉE GRATUITEMENT DU 28 MARS AU 9 AVRIL 2017 AU MUSÉE QUÉBÉCOIS DE CULTURE POPULAIRE DE TROIS-RIVIÈRES.

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION MARDI 28 MARS DE 16 H 30 À 18 H

Ce projet de prises de paroles citoyennes par l'entremise de l'art est réalisé en collaboration avec l'artiste et médiateur culturel Javier Escamilla, le Musée québécois de culture populaire ainsi que les éducateurs, les intervenants, les jeunes et les adultes des milieux participants.

MILIEUX PARTICIPANTS :
 École secondaire Chavigny de Trois-Rivières – Séminaire St-Joseph de Trois-Rivières – Académie les Estacades de Trois-Rivières – École de l'Horizon de Trois-Rivières – Collège Notre-Dame de l'Assomption de Nicolet – COMSEP – La Maison des Jeunes de Ste-Gertrude – La Maison des Jeunes La Forteresse de Ste-Angèle – La Maison Coup de pouce de Trois-Rivières – Piliers Verts de Trois-Rivières – Formation continue du CÉGEP de Trois-Rivières – Centre de femmes de Shawinigan.

aqoci
Association québécoise des organismes de coopération internationale

Relations internationales et Francophonie
Québec

Musée québécois de culture populaire

Ce projet est rendu possible grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) par l'entremise du Fonds d'éducation et d'engagement du public en solidarité internationale (FEPSI). Ce fonds est délégué à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Suite aux Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), qui ont lieu chaque année depuis 20 ans, Annabelle Caron, agente de développement au CS3R s'interroge sur l'impact réel de ces journées de sensibilisation en particulier et sur les mouvements sociaux en général. Elle s'appuie notamment sur le travail de Saul Alinsky (1902-1972), sociologue et militant américain.

Aliénée ou engagée?



ANNABELLE CARON

AGENTE DE DÉVELOPPEMENT AU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) qui ont lieu chaque automne depuis maintenant 20 ans, plus d'une centaine d'activités à travers la province permettent à la population d'avoir accès à de l'information crédible et actuelle par le biais de conférences, de tables rondes et de projections de documentaires. Dans les dernières années, au CS3R, nous avons organisé des activités sur des sujets tels le féminisme, l'environnement, les droits humains, les paradis fiscaux, la surconsommation, le commerce équitable, les conflits internationaux et plus encore!

En offrant à la population une gamme d'activités d'éducation et de sensibilisation sur un ensemble de problématiques sociales, ces 10 journées de novembre nous semblent en effet être un bon moyen de répondre aux problèmes sociaux créés par la désinformation et les préjugés. Pourtant, à l'heure du bilan, nous nous interrogeons sur l'impact réel des JQSI 2016; qu'ont-elles changé concrètement? Nous ne pouvons mesurer cet impact que lorsque celui-ci mène à l'action, ou plutôt à l'action collective, l'action individuelle étant difficilement quantifiable, ni même perceptible si elle n'est pas affiliée à un mouvement de plus grande ampleur. Or, force est de constater que les nombreux appels à la solidarité lancés lors des JQSI se sont dissous

en quelques mois et qu'aucun mouvement social notable n'en est ressorti. Ce constat semble être l'occasion idéale pour réfléchir à la nature des mouvements sociaux. Comment naissent-ils? Qu'est-ce qui les nourrit? Comment les stimuler?

Pour répondre à ces questionnements, je me suis basée sur les propos de Saul Alinsky, sociologue et militant américain considéré, encore à ce jour, comme l'un des pères du « community organizing ». Il s'attarde entre autres à la réalité du peuple et à la reprise de son pouvoir afin de lutter pour ses propres droits. Dans le texte, ses propos s'articulent principalement autour de l'action collective par des groupes sociaux organisés comme moyen de favoriser le changement social.

ACTION ET CONSCIENTISATION CONTRE DÉSESPOIR ET ALIÉNATION

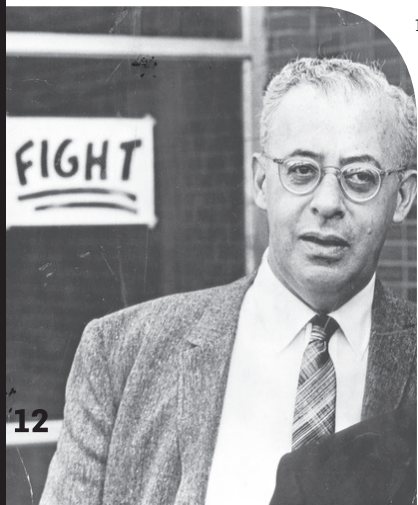
Alinsky suggère que l'action passe d'abord par la conscientisation : accroître les savoirs populaires constitue un moyen pour le plus grand nombre d'acquérir une conscience collective critique face à l'élite. Être conscientisé, être conscient, est donc un moyen de dépasser l'apathie sociale provoquée par l'émiettement des savoirs – qui conduit à la désorganisation de la communauté.

Ainsi, sachant que dans un sujet bien spécifique, la conscientisation précède l'action, il importe de favoriser l'émergence d'un « savoir critique » chez la population. Or, la naissance d'un savoir

***Accroître les savoirs
populaires constitue
un moyen pour le plus
grand nombre d'acquérir
une conscience collective
critique face à l'élite.***

critique n'est possible que par l'expérimentation individuelle; il ne trouve pas sa source dans la formule très répandue « maître à élève » où les connaissances sont transmises passivement dans une relation hiérarchique, mais s'acquiert plutôt par une expérimentation active qui mène l'individu à développer sa capacité critique par lui-même, et pour

lui-même. Il ne s'agit pas ici d'emmagasiner une série de connaissances, mais plutôt d'acquérir une conscience indépendante, à même de porter des jugements sur l'ordre établi. Le savoir critique ne peut être saisi que lorsque les individus sont acteurs, lorsqu'ils





« prennent » la conscience critique – car celle-ci ne peut se donner, elle doit être expérimentée. Le contexte théorique est indissociable de la pratique si l'on veut vraiment créer l'engagement et, par celui-ci, le changement.

À l'instar des propos d'Alinsky, le travail d'éducation à la citoyenneté ne doit pas assommer le peuple à grands coups de vérités pour créer le changement. Exposer la réalité sans proposer une action n'a absolument pas de sens. Il s'agit plutôt d'organiser le pouvoir populaire en actions concrètes portées par les gens du peuple, afin que chacun fasse l'expérience de son propre savoir critique, et donc de son pouvoir critique. De là naît la conscience collective et par elle, l'action collective.

En d'autres termes, Alinsky propose que la participation citoyenne dans une organisation communautaire démocratique puisse servir de puissant antidote contre l'inertie et le désespoir.

À la lumière de ces constats, je nous invite tous à nous questionner sur notre propre engagement, sur notre niveau de conscience sociale. Avons-nous fait l'expérience de notre « savoir critique » comme l'a conseillé Alinsky? Où sommes-nous simplement consommateurs de discours passifs? Avons-nous encore la capacité de nous indigner ou avons-nous laissé le désespoir nous mener à l'apathie? •

« Personne ne libère autrui, personne ne se libère seul, les hommes se libèrent ensemble ». — Paulo Freire

Saul Alinsky

Saul Alinsky, sociologue et militant américain, est notamment le père du community organizing, qui consiste à organiser des individus ayant en commun d'être discriminés (sur la base de leur couleur de peau, de leur origine socio-économique, etc.) afin de développer un pouvoir et agir collectivement contre les instances et institutions discriminantes.

PHOTO : BRETT TATMAN – FLICKR.COM

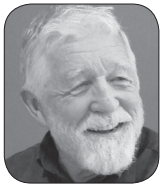
Pour en savoir plus :

« Organiser le pouvoir populaire », revue Ballast - <http://www.revue-ballast.fr/>

Une Assemblée constituante afin de doter le Québec d'une Constitution, qui permettrait au peuple québécois de se réapproprier sa souveraineté. C'est la solution que propose Roméo Bouchard pour sortir notre démocratie de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

La clé pour reconquérir la souveraineté du peuple



ROMÉO BOUCHARD

AUTEUR DE « CONSTITUER LE QUÉBEC » ET
« SURVIVRE À L'OFFENSIVE DES RICHES »

NOS DÉMOCRATIES OCCIDENTALES NE FONCTIONNENT PLUS

Les dirigeants des grandes banques et des grandes multinationales contrôlent désormais toutes les décisions importantes des États nationaux, des partis politiques, des médias d'information, des marchés, et elles le font de façon à maximiser les dividendes de leurs actionnaires, sans égard pour le bien commun et l'avenir de la planète. Les élections elles-mêmes, considérées comme le fondement de nos démocraties de représentation, sont de plus en plus financées et manipulées par la finance, et entre deux élections, les citoyens ne disposent d'aucun mécanisme contraignant d'intervention sur les décisions politiques. Le peuple est dépossédé de sa souveraineté.

Le principe initial qui a présidé à l'adoption des premières constitutions démocratiques au XVIII^e siècle était clair : la souveraineté ne réside pas dans les rois ou les empereurs : elle réside dans le peuple. Tous les pays, et même les États, provinces ou cantons ont leur constitution, sauf nous. Malheureusement, en instituant des parlements élus tout puissants, contrôlés par des partis politiques liés aux riches, qui décident à la place du peuple, on a recréé des monarchies électives captives du pouvoir financier mondialisé. Changer de parti ne change plus vraiment la donne : ce sont les règles du jeu démocratique qu'il faut réécrire.

LA CLÉ DE LA SOLUTION RÉSIDE DANS UN PROCESSUS CONSTITUANT CITOYEN

La crise sociale et la crise écologique ne trouveront pas de solution tant que les décisions politiques seront contrôlées par les actionnaires des grandes entreprises : la croissance continue

d'un PIB et d'une économie axée sur la croissance des ventes plutôt que sur la satisfaction des besoins réels et le respect des équilibres naturels ne peuvent conduire qu'à l'épuisement des ressources et au dérèglement des écosystèmes indispensables à la survie de notre espèce. Même l'économie verte devient dans ce contexte une autre façon de maintenir la croissance.

Aucun virage important ne sera possible si le peuple ne reprend pas le contrôle des décisions. Et la clé d'une telle refondation de la démocratie et de la société est la rédaction de nouvelles constitutions par des Assemblées constituantes non partisans. Les nouvelles constitutions doivent être écrites et adoptées par le peuple et non par les politiciens et par les riches ou les experts, comme ce fut le cas pour la plupart des constitutions en place, celle du Canada notamment. Une Assemblée constituante non partisane, représentative, participative, libre et convoquée par le pouvoir légitime, est le lieu légitime, ordonné et efficace où la souveraineté d'un peuple ou d'une communauté peut s'exercer.

L'EXEMPLE DE L'AMÉRIQUE DU SUD ET DE L'ISLANDE

Au cours des quinze dernières années, trois peuples d'Amérique latine ont démontré que cet exercice constituant citoyen est possible et efficace : le Venezuela, l'Équateur et surtout la Bolivie. Pour ces trois pays, pourtant défavorisés à bien des points de vue et déchirés par des intérêts opposés, la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, réclamée pendant plusieurs années par l'ensemble des forces progressives - soit les peuples autochtones, les syndicats, les groupes de femmes, les groupes communautaires, les

Les élections elles-mêmes, considérées comme le fondement de nos démocraties de représentation, sont de plus en plus financées et manipulées par la finance.

Constituer le Québec,
Roméo Bouchard,
Atelier 10 Montréal,
2014, 112 pages

**Dans son ouvrage,
le fondateur de l'Union
paysanne remet en question
le système de démocratie
représentative et invite
à repenser notre
système politique.**

mouvements politiques progressistes- a permis de produire des constitutions démocratiques qui ont refondé le pays sur des bases démocratiques, multiculturelles, égalitaires, participatives, et une réappropriation majeure de leurs ressources naturelles. Le concept même de la propriété privée et de la responsabilité sociale a été redéfini au profit d'un bien-vivre où les besoins de l'individu sont indissociables de sa relation avec sa communauté et son environnement. Tout cela malgré les manœuvres des partis politiques pour manipuler les constituants. Et ces constitutions ont été adoptées avec de fortes majorités par référendums populaires.

Le petit peuple d'Islande (400,000 habitants), est allé un peu plus loin. Après avoir forcé son gouvernement à ignorer les réclamations des banques étrangères lors de la crise de 2008, il a obtenu la convocation d'une Assemblée constituante élue parmi 1000 personnes tirées au sort, qui a élaboré, en dialogue virtuel constant avec la population, une constitution progressive tant pour la participation démocratique que pour la réappropriation des ressources naturelles, laquelle a été adoptée par plus des trois quarts de la population. Malheureusement, le parlement élu a pris prétexte du faible taux de participation à l'élection des constituants pour déclarer cette constitution non valide. Mais le parlement élu récemment espère être en mesure de la réhabiliter. Et l'Islande a fait la démonstration que le tirage au sort demeure la façon la plus sûre d'assurer l'indépendance de l'Assemblée constituante et son caractère citoyen, donc sa capacité d'incarner la souveraineté du peuple.

LE QUÉBEC ET SES RÉGIONS SONT MÛRS POUR UN PROCESSUS CONSTITUANT

Les Québécois n'ont plus beaucoup confiance aux partis politiques et à leurs politiciens, aussi bien ceux de Québec que d'Ottawa. Ils se sentent de plus en plus impuissants face aux pouvoirs financiers qui contrôlent les décisions politiques: le débat sur les hydrocarbures en est un bel exemple. Ils n'ont plus guère confiance non plus à un référendum partisan sur la souveraineté pour redevenir maître chez eux. Les régions du Québec se sentent aussi victimes de la concentration du pouvoir économique et politique.



Constituer le Québec Roméo Bouchard

*Pistes de solution pour une
véritable démocratie*

Préface de Gabriel Nadeau-Dubois

Documents — Par l'équipe de Nouveau Projet

O5

Un processus constituant au niveau du Québec, mais aussi des communautés régionales et locales, pourrait devenir le projet le plus susceptible de fédérer les forces progressistes qui se frappent continuellement au mur des décisions politiques. L'Assemblée constituante nationale, régionale ou locale pourrait permettre à tous les citoyens de la communauté de recommencer à exercer leur souveraineté. Les partis politiques auraient intérêt à

***Une constitution écrite
par le peuple, c'est la
clé de notre maison
commune, la clé qui
permet d'y entrer pour
ensuite l'aménager et
l'habiter au profit
de tous***

redonner le pouvoir au peuple plutôt que le garder pour eux, et le premier pas dans ce sens serait un engagement clair à convoquer une Assemblée constituante représentative et non partisane. Au Québec, seul Québec solidaire s'y est engagé à date et seule la région de Gaspésie a initié le processus; en France, le candidat présidentiel Jean-Luc Mélenchon en a fait le premier article de son programme.

Une constitution écrite par le peuple, c'est la clé de notre maison commune, la clé qui permet d'y entrer pour ensuite l'aménager et l'habiter au profit de tous. Elle est le passage obligé de cette deuxième révolution démocratique que réclament de plus en plus de citoyens à travers le monde. •

Beaucoup d'analystes tracent un portrait sombre de l'avenir de l'Amérique et du monde sous la gouverne de l'excentrique nouveau président des États-Unis, Donald Trump. Au lieu de s'abandonner à la fatalité, des opposants ont déjà amorcé une coriace résistance. C'est sans doute le côté le plus positif des derniers événements : une vigilance citoyenne s'installe, beaucoup plus alerte qu'elle ne l'a jamais été.

Qui arrêtera Donald Trump ?



RENÉ LORD

Qu'avons-nous observé depuis l'élection du 8 novembre ? D'abord une réaction d'incrédulité : tous les experts, sondeurs et commentateurs ont été confondus par ce négligé des parieurs qui a réussi l'impossible. Profitant du système des grands électeurs, le candidat républicain a réussi à coiffer son adversaire au fil d'arrivée même si elle avait obtenu près de trois millions de votes de plus que lui. Cet écart, perçu comme un affront à la démocratie, ajouté à la surprise désarmante, a suscité des manifestations-monstre à travers les États-Unis. « Il n'est pas mon président », tel était le slogan des mécontents qui ont choisi la rue pour exprimer leur désarroi. Les citoyens de bonne volonté ont compris à ce moment que le combat serait long et constant.

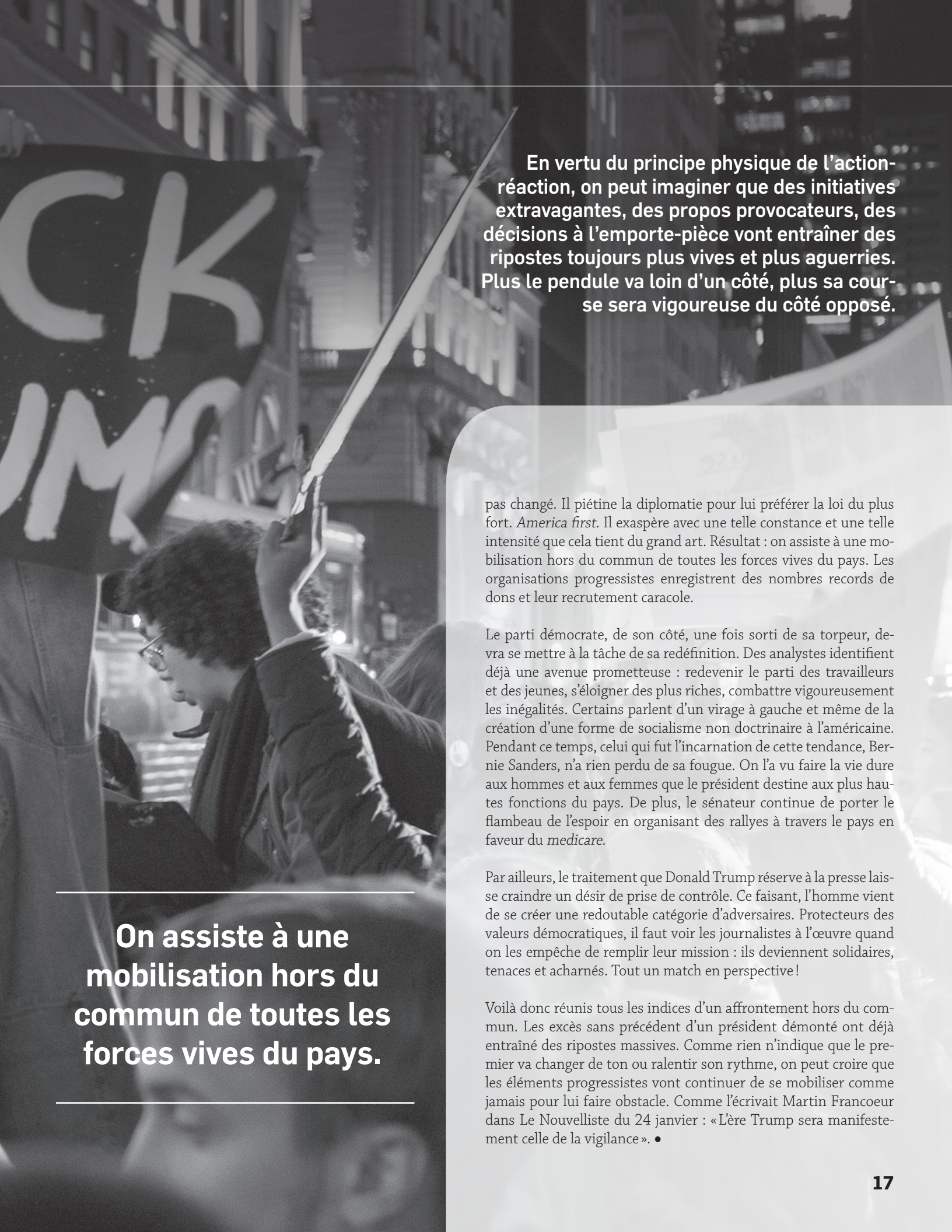
De son côté, le président désigné multipliait les messages d'agression éminente vis-à-vis ses cibles de prédilection : les immigrants, les ententes de libre-échange avec ses voisins et les héritages de son prédécesseur, notamment, dans le domaine de la sécurité sociale. Autant de provocations à l'endroit des femmes, des communautés, des nations et des groupes sociaux que le candidat républicain avait largement fustigés tout au long de sa campagne. Ces « promesses », que trop de gens ont prises pour des élucubrations, allaient, à la stupeur générale, s'actualiser !

Action-réaction toujours, la perspective de ces concrétisations imminentes a provoqué un sursaut de fièvre populaire qui a pris la forme, le lendemain de l'investiture, d'un véritable tsunami de manifestations non seulement aux États-Unis, mais aussi à travers le monde.

Depuis l'entrée en poste du président le plus hors-norme de l'histoire, les décrets pleuvent tout autant que les déclarations-chocs. L'homme est resté fidèle à lui-même : la fonction ne l'a



PHOTO : WIKIMÉDIA COMMONS



En vertu du principe physique de l'action-réaction, on peut imaginer que des initiatives extravagantes, des propos provocateurs, des décisions à l'emporte-pièce vont entraîner des ripostes toujours plus vives et plus aguerries. Plus le pendule va loin d'un côté, plus sa course sera vigoureuse du côté opposé.

On assiste à une mobilisation hors du commun de toutes les forces vives du pays.

pas changé. Il piétine la diplomatie pour lui préférer la loi du plus fort. *America first*. Il exaspère avec une telle constance et une telle intensité que cela tient du grand art. Résultat : on assiste à une mobilisation hors du commun de toutes les forces vives du pays. Les organisations progressistes enregistrent des nombres records de dons et leur recrutement caracole.

Le parti démocrate, de son côté, une fois sorti de sa torpeur, devra se mettre à la tâche de sa redéfinition. Des analystes identifient déjà une avenue prometteuse : redevenir le parti des travailleurs et des jeunes, s'éloigner des plus riches, combattre vigoureusement les inégalités. Certains parlent d'un virage à gauche et même de la création d'une forme de socialisme non doctrinaire à l'américaine. Pendant ce temps, celui qui fut l'incarnation de cette tendance, Bernie Sanders, n'a rien perdu de sa fougue. On l'a vu faire la vie dure aux hommes et aux femmes que le président destine aux plus hautes fonctions du pays. De plus, le sénateur continue de porter le flambeau de l'espoir en organisant des rallyes à travers le pays en faveur du *medicare*.

Par ailleurs, le traitement que Donald Trump réserve à la presse laisse craindre un désir de prise de contrôle. Ce faisant, l'homme vient de se créer une redoutable catégorie d'adversaires. Protecteurs des valeurs démocratiques, il faut voir les journalistes à l'œuvre quand on les empêche de remplir leur mission : ils deviennent solidaires, tenaces et acharnés. Tout un match en perspective !

Voilà donc réunis tous les indices d'un affrontement hors du commun. Les excès sans précédent d'un président démonté ont déjà entraîné des ripostes massives. Comme rien n'indique que le premier va changer de ton ou ralentir son rythme, on peut croire que les éléments progressistes vont continuer de se mobiliser comme jamais pour lui faire obstacle. Comme l'écrivait Martin Francoeur dans *Le Nouvelliste* du 24 janvier : « L'ère Trump sera manifestement celle de la vigilance ». •

Accueillie par notre partenaire CEPROSI à La Paz, en Bolivie, dans le cadre du programme Québec Sans Frontières, du Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF), Aurélie nous raconte son été 2016.

À la rencontre de l'autre et de soi



AURÉLIE BAKER-LACHARITÉ

STAGIAIRE AU PROGRAMME QUÉBEC SANS FRONTIÈRES. BOLIVIE 2016

À l'été 2016, j'ai pris mon sac à dos et mon enthousiasme direction Bolivie pour aller à la rencontre de l'autre en participant à un projet de prévention de la violence intrafamiliale et de promotion de la bientraitance dans le cadre d'un stage Québec sans frontières (QSF). Nous étions six filles et notre accompagnatrice prêtes à vivre l'animation d'activités auprès de femmes et de jeunes entre 9 et 13 ans, sur les thèmes de l'égalité des gens et sur la reconnaissance de la violence et de ses impacts. Nous avons été accueillies par l'organisme CEPROSI, où nous avons travaillé étroitement avec les employés et les stagiaires de psychologie et travail social. Notre projet s'est déroulé avec succès, chacun y mettant du sien.

Lorsque l'on entend parler de voyage de solidarité internationale, il arrive fréquemment d'avoir en tête l'image de personnes qui vont sauver le monde, mais après mon expérience QSF, je peux dire qu'il s'agit réellement d'un échange entre deux cultures. Nous apportons une petite différence dans la vie de ces gens, je peux affirmer que ce sont eux qui nous changent et nous transforment. C'est de cet échange interculturel que j'ai le plus appris. Quelques exemples du quotidien : pour les Boliviens, le partage constitue l'une des valeurs les plus importantes. Qu'il soit question de nourriture, de matériel ou de partage d'expériences, les Boliviens n'hésitent pas à offrir leurs histoires et leurs biens à leur communauté.

Je suis allée à la rencontre de l'autre en ayant cette même attention, en offrant une partie de ma collation à des collègues de travail boliviens ou à un étranger dans le minibus; un pas, une danse pour aller à la rencontre des gens de cette communauté. Ces façons d'être m'ont suivies jusqu'ici... À mon retour en sol québécois, je me retrouvais un peu bouche bée et ne comprenais pas ce qui se passait lorsque quelqu'un

« Nous apportons une petite différence dans la vie de ces gens, je peux affirmer que ce sont eux qui nous changent et nous transforment. »



ne voulait pas partager avec moi ma barre de chocolat! C'est vous dire que maintenant, le partage a pour moi un sens différent.

À travers la mise en place de notre projet et de mon intégration dans la communauté bolivienne, j'ai appris à prendre ma place et à développer mon leadership. Lorsque je me suis retrouvée seule à devoir m'exprimer dans une langue que je ne maîtrisais pas beaucoup, j'ai dû me faire confiance, me débrouiller, trouver de nouvelles solutions, prendre des initiatives. Aujourd'hui, cette force de caractère, qui s'est enrichie avec mon expérience QSF, me sert dans mon travail et dans la poursuite de mes études.

En participant à un stage QSF, je voulais partir à l'aventure; partir à la rencontre d'une nouvelle culture, découvrir une autre réalité; m'ouvrir sur un monde nouveau. Aller à la rencontre de l'autre pour, en fait, me rencontrer à travers mon quotidien, mes habitu-

des, mes convictions. Avec un peu de recul, je peux donc dire que oui, je suis partie à l'aventure, je suis allée à rencontre d'une nouvelle culture. Cette expérience m'a donc permis de revisiter mes valeurs, mes principes et mes priorités.

Cette expérience m'a donc permis de revisiter mes valeurs, mes principes et mes priorités.

Comment revient-on après une expérience si intense? Pour ma part, je reviens avec des sourires, des rires, des paysages plein la tête et le cœur. Je reviens avec une fierté de ce que j'ai accompli. Je reviens avec deux familles d'adoption. Tout d'abord, ma famille bolivienne qui m'a accueillie les bras ouverts, comme une des leurs. Et ensuite ma famille QSF. Tout au long de cette expérience, les personnes avec qui j'ai partagé tant de rires, de joie, d'émerveillement,

et je dois avouer de larmes aussi, sont venues se mailler à un récit familial. C'est avec plein de reconnaissance que je laisse ces mots traduire une partie de mon histoire... •



À l'été 2016, Mathieu a pris l'avion pour s'envoler vers le Sénégal, dans le village de Fissel, afin de participer à un projet environnemental. Il revient sur les moments forts de son expérience.

« J'ai cru apprendre sur l'Afrique alors que j'apprenais sur l'humain »



MATHIEU PROVOST

STAGIAIRE AU PROGRAMME QUÉBEC
SANS FRONTIÈRES. SÉNÉGAL 2016

Fouler le sol africain est en soi un acte fort rempli de hâte et d'appréhension qu'on sait tout de suite faux. J'ai donc laissé les partitions de Tiken Jah Fakoly dans le calepin des accords de guitare et n'ayant d'autre choix, j'y ai ouvert un cahier vierge (qui n'est pas de marque Canada) dont j'ai rempli les pages de paysages et de rencontres.

TONTONS, TATAS ET TOUTS PETITS

Bien qu'il soit de coutume occidentale que de remercier l'hôte, j'aimerais que se glisse entre ces lignes plus qu'un geste de politesse envers ceux qui ont chauffé la soupe, mais bien un hommage sincère à ceux qui m'ont d'abord accueilli puis intégré à ce pilier fondamental d'une culture et d'une appartenance qu'est la famille. Il me brûle de mentionner tous ceux qui ont

*On peut donc imaginer
que même un livre entier
sur ces moments culturels
marquants est trop peu*

participé de près ou de loin à l'élaboration du repas. Lorsqu'on connaît la couleur du plumage qu'a jadis porté le repas de fête, lorsqu'on connaît le chemin à prendre pour se rendre au Louma (marché hebdomadaire) lorsqu'on connaît le fouet du soleil de la mousson et comment planter ou récolter à travers les sifflements de celui-ci, il est si facile de remercier. J'aurais dû apprendre à faire le bénédicité...

TAMS-TAMS DANS LES HAMEAUX

J'aime bien l'idée qu'aller jusqu'à Senneterre permet de connaître des recoins cachés, mais non négligeables en pesant d'or et des bribes d'une culture particulière et riche. On peut donc imaginer que même un livre entier sur ces moments culturels marquants est trop peu.

L'apogée de cette expérience est sans doute le jour où, sortant d'un vent violent qui sème un effet d'une tempête de sable (et

semblerait-il cause le rhume), Fallou est venu nous rejoindre (la famille Tine et moi) dans le petit hameau de Ngadiane à Mbalcam. Afin de concilier le départ de mon ami Pape Sène et le désir des enfants qui voulaient entendre résonner mon tam-tam et ma guitare, on a décidé de battre la cadence. Magnifique moment, mais tout de suite écarté lorsqu'arrivent, de kilomètres à la ronde, des enfants, des ados et quelques femmes qui, attirés par les percussions, se joignent à nous. Que de belles leçons d'humilité quand une vieille (titre valeureux) essaie de m'apprendre la danse traditionnelle Sérère pendant qu'une enfant de dix ans tout au plus apprivoise mon tam-tam avec l'habileté d'un sprinteur qui met un pied devant l'autre.

AU COUCHER DE SOLEIL

Je ne peux repartir avec un pas plus accéléré que celui qui traverse Mbalcam vers Fissel. J'ai bien aimé devoir mettre de côté tout ce que je croyais savoir sur l'Afrique afin de découvrir un pays dont les habitants ont une culture complètement différente de la nôtre. J'apprécie particulièrement repartir en ayant rencontré des humains dont les valeurs (bien qu'elle ne se manifestent pas de la même manière) sont les mêmes, de la steppe Fisseloise à la vallée Beauceronne. J'ai cru apprendre sur l'Afrique alors que j'apprenais sur l'humain. Maintenant je le sais. ●



Le RITA en action

PROJET DES BRIGADES VERTES

Élimination de l'eau embouteillée à l'école secondaire des Seigneuries (St-Pierre-les-Becquets), fabrication et gestion de bacs de tri à l'école secondaire des Pionniers (Trois-Rivières), implantation d'un système de compostage à l'école primaire d'éducation internationale (Trois-Rivières)... les brigades vertes ne chôment pas! Une belle façon pour ces élèves, soutenus par le Réseau In-Terre-Actif d'apprendre le plaisir de l'engagement citoyen et de devenir des acteurs de changement influents dans leurs milieux.

JOURNÉE D'ENGAGEMENT JEUNESSE

Le 16 novembre dernier, une journée d'engagement jeunesse a réuni une soixantaine d'élèves et d'intervenant(e)s des écoles secondaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec autour de la thématique de l'implication sociale. Non seulement les participant(e)s ont-ils eu l'occasion de rencontrer des personnalités dévouées et motivantes, mais ils ont également pris des engagements concrets pour dynamiser leurs milieux scolaires avec des projets citoyens et solidaires. Le Réseau In-Terre-Actif a définitivement atteint ses objectifs avec cette activité!

EXPOSITION « CHANGE LE MONDE, UNE ŒUVRE À LA FOIS »

L'exposition « Change le monde, une œuvre à la fois » revient cette année pour une 6^e édition consécutive. L'un des grands privilèges qu'ont les intervenants qui accompagnent les élèves du secondaire participant à cette démarche est de voir leur évolution au fil du processus créatif. Les jeunes s'interrogent sur ce qu'ils aimeraient changer dans le monde, se questionnent sur la façon dont ils ont envie de communiquer leur message, font des recherches et peaufinent leurs réflexions... pour en arriver à des œuvres finales saisissantes et éloquentes pour le public. Un projet qui nourrit à la fois les artistes-élèves et l'équipe du Réseau In-Terre-Actif!

CONCOURS « GÉNIES EN HERBE »

Cette année, près de 2000 élèves des trois commissions scolaires de la région participent au concours « Génies en herbe » portant sur le thème des droits des enfants. En animant dans les classes, en répondant aux questions et en écoutant les préoccupations que

portent les élèves sur cet enjeu planétaire, force est de constater que le sujet des droits humains interpelle énormément les enfants. Il est rassurant de savoir que les futurs leaders de demain ont à cœur la solidarité humaine et la justice sociale. •

LE RÉSEAU
**IN-TERRE-
ACTIF**
IN-TERRE-ACTIF.COM

LE RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF •



Au Nicaragua, les femmes ont le droit de vote depuis 1955. Dans les années 60 et 70, lors de la Révolution nicaraguayenne – Révolution sandiniste – les féministes ont joué un rôle d'avant-garde, car elles étaient présentes et actives au sein du mouvement populaire qui souhaitait se libérer de la dictature de la dynastie des Somoza, au pouvoir pendant près de 45 ans. Or, depuis que le gouvernement de Daniel Ortega dirige le gouvernement, la lutte contre la violence faite aux femmes a perdu de nombreuses batailles pour lesquelles ces femmes avaient déjà crié victoire. Mais la guerre, elle, n'est pas perdue.

LES DROITS DES FEMMES AU NICARAGUA

Rien n'est jamais acquis



JOANIE MILETTE

STAGIAIRE PSIJ ACTUELLEMENT
AU NICARAGUA

LÉGION DE JEUNES FILLES ENCEINTES

Le Nicaragua est le pays d'Amérique latine où le taux d'adolescentes enceintes est le plus élevé. Au niveau mondial, il se situe au second rang, derrière Haïti. Ce taux élevé (25% des naissances du pays) s'explique par plusieurs facteurs, notamment par le manque flagrant d'information et de sensibilisation auprès des jeunes. En effet, le manque d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive fait en sorte que plusieurs adolescentes ignorent qu'elles peuvent devenir enceintes lors de leur première relation sexuelle. Le hic : de nombreuses études démontrent que les femmes ayant des enfants avant l'âge de 19 ans ont beaucoup moins de chance de compléter leurs études et d'occuper un travail rémunérateur. Une situation qui, au Nicaragua, engendre des impacts considérables, et ce tant au niveau économique que social. Cerise pourrie sur le Sunday, le gouvernement Ortega ne semble pas préoccupé par cette problématique, puisqu'à l'occasion de la journée des femmes le 8 mars, il organise un événement dans les hôpitaux où il récompense...la plus jeune mère.

L'AVORTEMENT REDEVENU ILLÉGAL

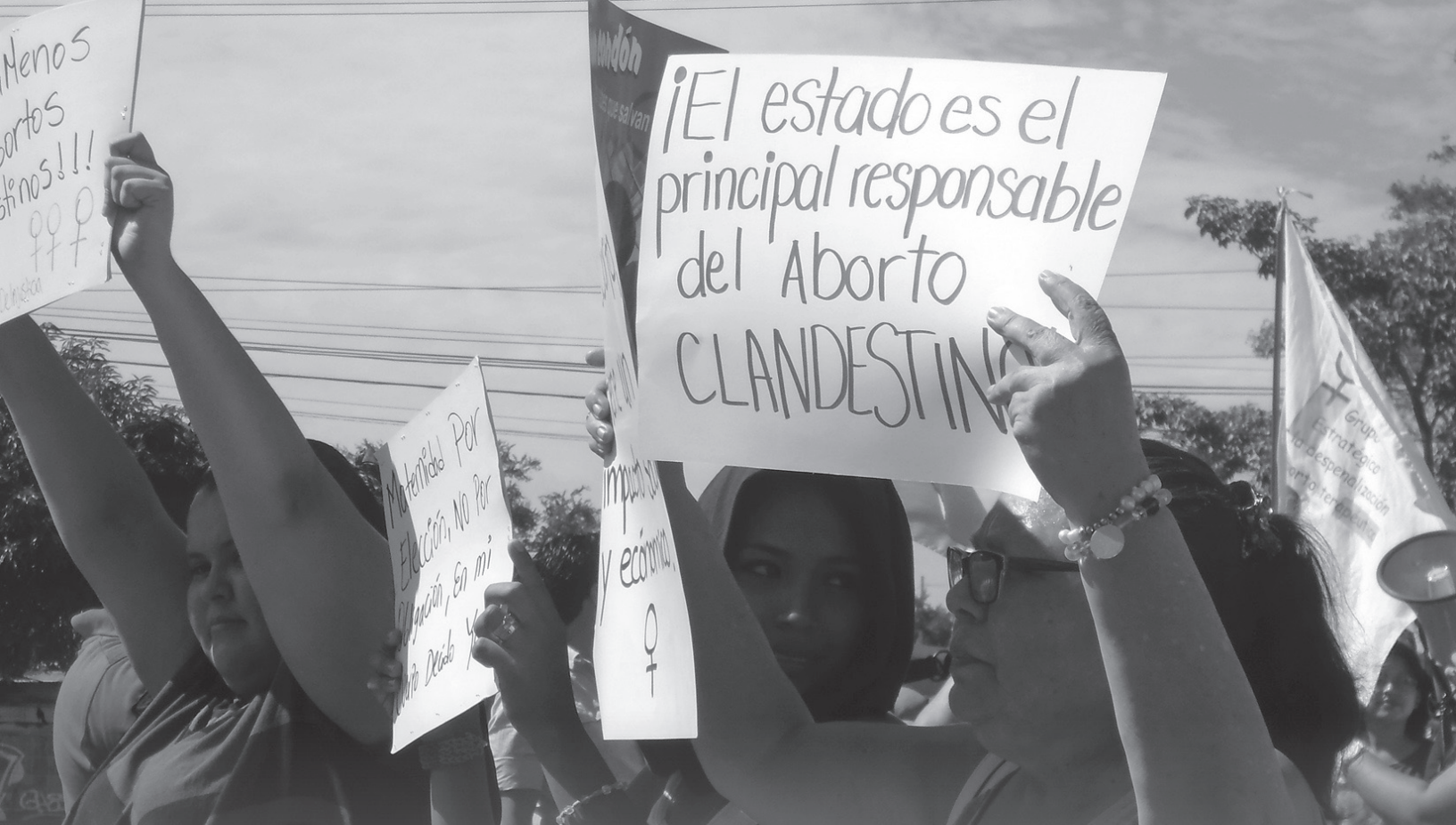
Dès 1891, l'avortement thérapeutique était permis au Nicaragua, advenant que la vie de la mère ou celle de l'enfant était

en jeu. En octobre 2006, la Cour Suprême décrétait que l'avortement serait désormais illégal et ce, peu importe le contexte (mort de la mère, malformations fœtales, grossesse causée par un viol, etc.). Dans le monde, le Nicaragua fait partie de la courte liste des pays qui interdisent l'avortement thérapeutique. Pour justifier cette position, la Constitution nicaraguayenne met de l'avant les valeurs chrétiennes qui, selon elle, font primer les familles traditionnelles au détriment des droits individuels. Ainsi, les femmes sont souvent victimes de harcèlement lorsqu'elles veulent divorcer ou quitter leur mari et peuvent être contraintes de garder le silence lorsqu'elles sont victimes de violence. Sans compter les risques liés à un avortement fait illégalement dans des conditions de salubrité qui met en danger la santé de la femme.

Cerise pourrie sur le Sunday, le gouvernement Ortega ne semble pas préoccupé par cette problématique, puisqu'à l'occasion de la journée des femmes le 8 mars, il organise un événement dans les hôpitaux où il récompense... la plus jeune mère.

BANALISATION DES FÉMINICIDES

En juin 2012, la loi 779 est entrée en vigueur au Nicaragua, sous l'appellation Loi intégrale contre la violence à l'égard des femmes. Cette loi visait à protéger les femmes victimes



de violence et, ultimement, avait comme objectif d'amoin-
drir la culture machiste et patriarcale. Or, en juillet 2014, le
président Ortega amendait la loi 779 et y apportait des mo-
difications afin d'encadrer le retour à la médiation entre une
victime et son agresseur. Le gouvernement a également re-
formulé le terme « féminicide ». Désormais, plusieurs cas de
féminicide – par exemple, un homme qui tue une femme qu'il
ne connaît pas – sont exclus de facto de la loi. Ainsi, en regard
de la nouvelle mouture constitutionnelle, la fusillade à l'école
Polytechnique de Montréal en 1989 ne serait pas un acte de
féminicide...

LE GOUVERNEMENT N'AIME PAS LES FÉMINISTES

Si le gouvernement Ortega veut se donner l'image d'un parti de
gauche en phase avec l'idéologie sandiniste, la réalité sur le ter-
rain est fort différente. Le gouvernement ne demande pas l'avis
de la population pour modifier les lois. Entre autres, la loi contre
la violence faite aux femmes prouve que ce gouvernement agit
de manière inconstitutionnelle, puisque celle-ci a été modifiée à
un moment où ce pouvoir revenait à l'Assemblée nationale.

Pour la majorité des Nicaraguayens et des Nicaraguayennes, le
système actuel est encore sous le joug de la dictature. Le régime
d'Ortega prive la population de ses droits politiques et prive les
femmes de leur droit à la vie. C'est donc dire que le mouvement
féministe doit poursuivre sa lutte pour regagner ses droits. En
matière de droit des femmes, rien n'est jamais acquis. ●

Traduction de l'affiche : L'État
est le principal responsable de
l'avortement illégal

**Alors que
l'avortement était
permis, sous
certaines conditions,
depuis 1891, le
Nicaragua est revenu
sur cette décision en
octobre 2006.**

L'auteur et philosophe M. Alain Deneault donnait, dans le cadre des JQSI, une conférence à Trois-Rivières sur les paradis fiscaux en novembre dernier. Petite incursion dans son livre : Une escroquerie légalisée - Précis sur les « paradis fiscaux ». Sauf mention contraire, les citations du présent article sont issues de cet ouvrage.

PARADIS FISCAUX

L'autre « crime organisé »



JEAN-YVES PROULX

On apprenait par OXFAM qu'« en 2016, 8 personnes possédaient à elles seules les mêmes richesses que 3,6 milliards de personnes ». Parallèlement, Jean Zigler nous rappelait que « toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim, sur une planète qui regorge pourtant de richesses... ». Plus près de nous, on entendait récemment ce cri du cœur des infirmières de l'hôpital Sainte-Justine : la santé des mères et des nouveau-nés est en danger. Au même moment, un peu partout au Québec, les groupes communautaires étaient dans la rue pour dénoncer le sous-financement critique de leurs activités.

Dans ce contexte, les réflexions proposées par Alain Deneault sur les paradis fiscaux prennent une perspective certaine.

« Les grandes entreprises, les institutions financières et les détenteurs de fortune continuent d'orienter à leur profit le fruit du travail des autres, captent les produits de la croissance, thésaurisent massivement leurs actifs dans les paradis fiscaux, y mènent des opérations souvent spéculatives, sans pertinence économique réelle, en échappant au contrôle des institutions étatiques, et en profitant chez nous des infrastructures publiques que la classe moyenne finance presque seule, donc sans payer leur proverbiale « juste part ». Pis, ce sont les contribuables qui les financent : ils subventionnent leur « création d'emploi » et remboursent les dettes que leur État contracte auprès d'eux. Les contribuables versent

*Les
contribuables
versent des
intérêts à des
détenteurs
de capitaux
que leur État
n'impose
presque plus.*

donc des intérêts à des détenteurs de capitaux que leur État n'impose presque plus. »

« Les manques à gagner dans le Trésor public qu'occasionne le recours aux paradis fiscaux par les grandes entreprises et les particuliers fortunés expliquent en grande partie les plans d'austérité décidés complaisamment par des gouvernements toujours officiellement en manque de moyens. Le public en subit les conséquences de plein fouet. »

L'ampleur du problème ? « Au moins 21 000 milliards de dollars, selon une étude d'un ancien économiste de la firme McKinsey & Company... De ce montant, près de 12 000 milliards de dollars relèvent de l'activité des 50 principales institutions financières du monde, à leur profit ou au bénéfice de leur distinguée clientèle. »

« ... en 1980, le gouvernement du Canada, sous le court règne du Parti conservateur de Joseph Clark, signe un traité controversé sur la non double imposition, permettant à des Canadiens d'enregistrer leurs actifs à la Barbade en n'y acquittant pratiquement aucun impôt, pour ensuite les transférer au Canada sans qu'ils y soient imposés non plus. »

Des traités semblables, le Canada en a jusqu'ici signé 92, ce qui fait dire à Alain Deneault que « la politique fédérale canadienne prétend lutter contre la fraude fiscale... en la légalisant. »

Pour en finir avec nos budgets déficitaires, vous avez cru nos prêcheurs d'austérité et les économistes sur lesquels ils s'appuient ? La lecture des travaux d'Alain Deneault vous démontrera de façon éloquente que ceux que nous avons élus ne sont plus au service de leurs citoyens.

ALAIN DENEULT ? À LIRE ET À FAIRE LIRE ! POUR Y VOIR CLAIR !

Alain Deneault, docteur en philosophie... pourrait-on faire meilleure démonstration de l'utilité du philosophe dans notre société ? •

**Le 7 novembre
2016, Alain
Deneault donnait
une conférence
à Trois-Rivières,
dans le cadre
des JQSI.**

PHOTO : CS3R

UNE ESCROQUERIE LÉGALISÉE

**Précis sur les
« paradis fiscaux »**

écosociété



● À LIRE

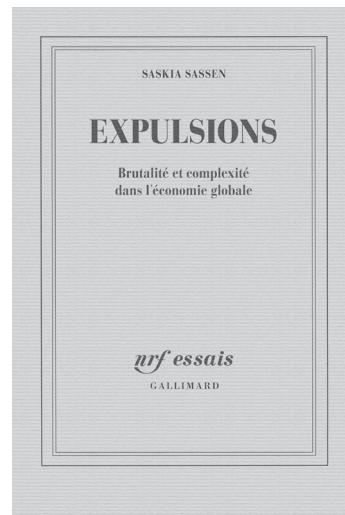
CAPITALISME ET EXCLUSION SOCIALE SASKIA SASSEN, EXPULSIONS, BRUTALITÉ ET COMPLEXITÉ DANS L'ÉCONOMIE GLOBALE, GALLIMARD, 2016

Une analyse d'une forme de l'exclusion sociale générée par le capitalisme, l'expulsion des pauvres. L'essayiste décrit la montée des inégalités aux États-Unis et dans le reste du monde, les déplacements découlant de la marginalisation économique, la responsabilité de la finance dans la crise sociale et la destruction des ressources naturelles.

BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE SUR LE DÉVELOPPEMENT CENTRE TRICONTINENTAL (CETRI), WWW.CETRI.BE

Cette organisation non gouvernementale belge a été créée en 1976 et a pour mission d'exposer des points de vue du Sud et de favoriser une réflexion critique sur le développement. Il a à cœur la compréhension du rôle des acteurs du Sud qui luttent pour la reconnaissance des droits sociaux, politiques, culturels et écologiques.

Ce centre d'études, de publication, de documentation et d'éducation permanente est un véritable centre de ressources qui permet notamment d'accéder à de nombreuses publications, réflexions et travaux en ligne sur les thèmes touchant aux rapports Nord-Sud. Une vraie mine d'or!



● À ÉCOUTER

DROITS HUMAINS ET ACCAPAREMENT DES TERRES EN AFRIQUE CONFÉRENCE DE CÉCILE DUCLAUX-MONTEIL-OTT, COORDINATRICE DE RECHERCHE AU CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES AFRICAINES DE GENÈVE, LE 5 AVRIL 2017

Une conférence sera donnée par Cécile Duclaux-Monteil-Ott, coordonnatrice de recherche au Centre d'études juridiques africaines de Genève (CEJA) et chargée d'enseignement à l'Université Senghor, sur les corrélations entre le phénomène d'accaparement des terres en Afrique et le respect des droits humains. L'emphase sera notamment mise sur les mécanismes juridiques et politiques nécessaires au renforcement des droits des populations locales et autochtones aux différentes échelles, nationale, régionale et locale.

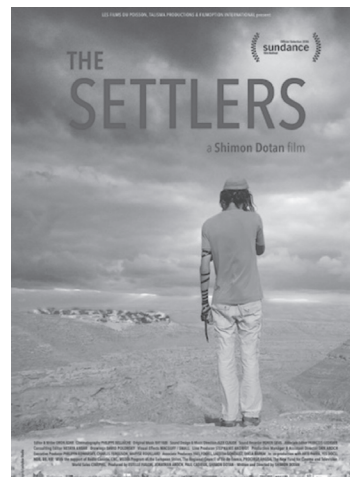
La conférence est organisée par la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement en partenariat avec l'Institut EDS et la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux et aura lieu le 5 avril 2017.

Pour en savoir plus: www.crcde.ulaval.ca

● À VOIR

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN LES COLONS, DOCUMENTAIRES (2 X 52 MINUTES) DE SHIMON DOTAN

À travers ce documentaire en deux parties, « la Prophétie » et « la Rédemption », Shimon Dotan aborde l'installation de quelque 400 000 Israéliens parmi les 2,7 millions de Palestiniens peuplant la Cisjordanie. Un retour sur la politique de colonisation menée par Israël : à travers des portraits de ceux qui la mènent, le réalisateur israélien propose une analyse de ses fondements idéologiques et religieux.



Vous appréciez Le Point ? Vous aimez le parti pris du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R) en faveur de la solidarité, de la justice, de la paix et de la démocratie ? Vous souhaitez agir pour choisir le monde ?



JEAN-MARC LORD

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET...
MILITANT AU CS3R

Organisation à but non lucratif fonctionnant grâce à la volonté de militant.e.s engagé.e.s, le CS3R compte sur le soutien financier des personnes qui partagent ses convictions et ses valeurs. Chaque don, même le plus petit, contribue à faire avancer nos idées, nous rend davantage indépendants, et renforce la détermination de nos militants à poursuivre notre mission de changer le monde.

1) ACHETEZ UN BILLET DE LA LOTERIE SOLIDAIRE

Les billets de la Loterie solidaire 2017 sont actuellement en vente au coût de 144 \$ chacun. À ce jour, plus de la moitié des 175 billets ont trouvé preneurs. Le premier tirage de 1025 \$ aura lieu le 20 avril 2017. En tout, il y aura neuf tirages totalisant 10 675 \$.

A) Achetez un billet !

B) Achetez une part d'un billet !

C) Devenez vendeur de nos billets de Loterie solidaire!

Le CS3R vous remettra 50\$ par tranche de 5 billets vendus. Informations : Ginette Houle

819 373-2598, # 0

ginette.houle@cs3r.org

2) UN DON PLANIFIÉ : POUR LAISSER VOS VALEURS EN HÉRITAGE

Le don planifié prend souvent la forme d'un legs testamentaire ou d'une police d'assurance au bénéfice d'une organisation. Mais il peut aussi s'agir d'un don mensuel, d'un legs d'actions d'entreprise ou de la constitution d'un fonds de dotation dont les revenus d'intérêts bénéficient à l'organisme.

Contactez-moi pour discuter de la possibilité de faire un don planifié au CS3R :

819 373-2598, # 305

jean.marc.lord@cs3r.org



AGIR C'EST CHOISIR LE MONDE

WWW.CS3R.ORG

3) FAITES UN DON AU CS3R !

Si vous n'avez pas encore contribué à la campagne de financement annuelle du CS3R, il n'est pas trop tard pour le faire.

1. EN POSTANT VOTRE CHÈQUE

Chèque à l'ordre de :

CSTM - Fonds de charité

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6

2. EN LIGNE DE FAÇON SÉCURITAIRE

www.cs3r.org/don

LOTTERIE SOLIDAIRE 2016

DATES DU TIRAGE	MONTANT	GAGNANTES GAGNANTS	NO BILLET
21-04-16	1 025 \$	André Lavergne	130
19-05-16	1 025 \$	Jean Proulx	113
19-05-16	1 025 \$	Richard Rivard	73
16-06-16	1 025 \$	Yves Marcil	100
16-06-16	1 025 \$	Diane Bordeleau	59
15-09-16	1 025 \$	Arlène B. Cloutier	66
15-09-16	1 025 \$	Lise Verville	1
20-10-16	1 750 \$	Ginette Dion	147
20-10-16	1 750 \$	Renée Beauchesne	155

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TIERS-MONDE
FONDS DE CHARITÉ

Loterie solidaire 2017

10 675 \$ EN PRIX

9 TIRAGES - COÛT DU BILLET: 144 \$

SEULEMENT 175 BILLETS EN CIRCULATION

**UNE LOTERIE SOLIDAIRE
QUI RESPECTE VOS VALEURS!**

**RÉSERVEZ VOTRE BILLET DÈS
MAINTENANT EN CONTACTANT :**

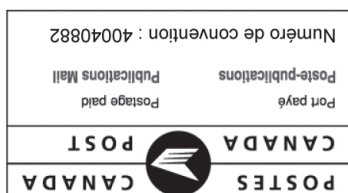
Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS3R)

819 373-2598 poste 0

ginette.houle@cs3r.org



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES



Relations
internationales
et Francophonie

Québec



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

AQOCI

Association québécoise
des organismes de
coopération internationale